COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE
DU DIFFÉREND TERRITORIAL

(JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE/TCHAD)

ORDONNANCE DU 26 OCTOBRE 1990

1990

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

CASE CONCERNING
THE TERRITORIAL DISPUTE

(LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA/CHAD)

ORDER OF 26 OCTOBER 1990

Mode officiel de citation :
Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad),
ordonnance du 26 octobre 1990, C.I.J. Recueil 1990, p. 149

Official citation :
Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad),
Order of 26 October 1990, I.C.J. Reports 1990, p. 149

N° de vente : Sales number	**589**

26 OCTOBRE 1990

ORDONNANCE

DIFFÉREND TERRITORIAL
(JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE/TCHAD)

TERRITORIAL DISPUTE
(LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA/CHAD)

26 OCTOBER 1990

ORDER

READEX FICHE

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1990
26 octobre
Rôle général
n° 83

ANNÉE 1990

26 octobre 1990

AFFAIRE DU DIFFÉREND TERRITORIAL

(JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE/TCHAD)

ORDONNANCE

Présents: M. RUDA, *Président*; M. MBAYE, *Vice-Président*; MM. LACHS, ELIAS, ODA, AGO, SCHWEBEL, sir Robert JENNINGS, MM. BEDJAOUI, NI, EVENSEN, TARASSOV, GUILLAUME, SHAHABUDDEEN, PATHAK, *juges*; M. VALENCIA-OSPINA, *Greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Rend l'ordonnance suivante:

Vu les articles 40 et 48 du Statut de la Cour,

Vu les articles 38, 39, 44 et 46 du Règlement de la Cour; et

Considérant que, le 31 août 1990, le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste a, conformément à l'article 40, paragraphe 1, du Statut de la Cour, procédé à la notification au Greffe de la Cour d'un accord intitulé « Accord-cadre sur le règlement pacifique du différend territorial entre la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et la République du Tchad », fait à Alger en langues arabe et française le 31 août 1989, et dont une copie était annexée à la notification;

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1990

1990
26 October
General List
No. 83

26 October 1990

CASE CONCERNING THE TERRITORIAL DISPUTE

(LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA/CHAD)

ORDER

Present: *President* RUDA; *Vice-President* MBAYE; *Judges* LACHS, ELIAS, ODA, AGO, SCHWEBEL, Sir Robert JENNINGS, BEDJAOUI, NI, EVENSEN, TARASSOV, GUILLAUME, SHAHABUDDEEN, PATHAK; *Registrar* VALENCIA-OSPINA.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Makes the following Order:

Having regard to Articles 40 and 48 of the Statute of the Court,

Having regard to Articles 38, 39, 44 and 46 of the Rules of Court; and

Whereas on 31 August 1990 the Government of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya filed in the Registry of the Court a notification, under Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court, of an agreement entitled "Framework Agreement on the Peaceful Settlement of the Territorial Dispute between the Great Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya and the Republic of Chad", done in the Arabic and French languages at Algiers on 31 August 1989, a copy of which was annexed to the notification;

Considérant que cet accord-cadre dispose, en son article premier, que:

> «les deux parties s'engagent à régler d'abord leur différend territorial par tous les moyens politiques, y compris la conciliation, dans un délai d'un an, cité comme référence, à moins que les chefs d'Etat en décident autrement»

et, en son article 2, que:

> «à défaut d'un règlement politique à leur différend territorial, les deux parties s'engagent:
>
> *a)* à soumettre le différend au jugement de la Cour internationale de Justice...»;

Considérant que, selon la notification,

> «la question posée à la Cour peut être définie dans les termes suivants:
>
> «En vue de la poursuite de l'application de l'accord-cadre, et compte tenu du différend territorial entre les Parties, statuer sur les limites de leurs territoires respectifs conformément aux règles du droit international applicables en la matière»;

Considérant qu'il est indiqué, dans la notification, que M. Abdulati Ibrahim El-Obeidi a été désigné comme agent de la Jamahiriya arabe libyenne en l'espèce;

Considérant que, le 31 août 1990, une copie certifiée conforme de la notification et de son annexe a, conformément à l'article 39, paragraphe 1, du Règlement de la Cour, été communiquée au Gouvernement du Tchad par le Greffier adjoint;

Considérant que, le 1er septembre 1990, le Greffe de la Cour a reçu par télécopie de l'ambassade de la République du Tchad à Bruxelles une communication qui reproduisait le texte d'une requête du Tchad introductive d'instance contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste; que cette requête était fondée sur l'article 2 *a)* de l'accord-cadre et, à titre subsidiaire, sur l'article 8 du traité franco-libyen d'amitié et de bon voisinage du 10 août 1955;

Considérant que, par cette requête, la République du Tchad

> «prie respectueusement la Cour de déterminer le tracé de la frontière entre la République du Tchad et la Jamahiriya arabe libyenne, conformément aux principes et règles de droit international applicables en la matière entre les Parties»;

Considérant qu'il est indiqué, dans la requête, que M. Abderahman Dadi a été désigné comme agent de la République du Tchad en

Whereas the Framework Agreement provides, in Article 1, that

> "The two Parties undertake to settle first their territorial dispute by all political means, including conciliation, within a period of approximately one year, unless the Heads of State otherwise decide"

and, in Article 2, that

> "In the absence of a political settlement of their territorial dispute, the two Parties undertake:
>
> *(a)* to submit the dispute to the International Court of Justice ...";

Whereas according to the notification

> "the question put to the Court may be defined in the following terms:
>
> 'In further implementation of the Accord-Cadre [Framework Agreement], and taking into account the territorial dispute between the Parties, to decide upon the limits of their respective territories in accordance with the rules of international law applicable in the matter'";

Whereas it was stated in the notification that Mr. Abdulati Ibrahim El-Obeidi was appointed as Agent of the Libyan Arab Jamahiriya in the case;

Whereas on 31 August 1990 a certified copy of the notification and annex was, in accordance with Article 39, paragraph 1, of the Rules of Court, communicated by the Deputy-Registrar to the Government of Chad;

Whereas on 1 September 1990 a telefax communication was received in the Registry of the Court from the Embassy of the Republic of Chad in Brussels setting out the text of an Application by Chad instituting proceedings against the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya; whereas that Application was based on Article 2 *(a)* of the "Framework Agreement" and subsidiarily on Article 8 of a Franco-Libyan Treaty of Friendship and Good Neighbourliness of 10 August 1955;

Whereas by that Application the Republic of Chad

> "respectfully requests the Court to determine the course of the frontier between the Republic of Chad and the Libyan Arab Jamahiriya, in accordance with the principles and rules of international law applicable in the matter as between the Parties";

Whereas it was stated in the Application that Mr. Abderahman Dadi was appointed as Agent of the Republic of Chad in the case, and

l'espèce; considérant que M. Abdoulaye Lamana a ensuite été désigné comme coagent;

Considérant que, le 3 septembre 1990, l'ambassadeur de la République du Tchad aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour l'original de la requête;

Considérant que, le même jour le Greffier a, conformément à l'article 38, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, transmis à la Jamahiriya arabe libyenne une copie certifiée conforme de la requête;

Considérant que, par lettre du 28 septembre 1990, reçue au Greffe par télécopie le même jour et dont l'original a été reçu le 5 octobre 1990, l'agent du Tchad a notamment fait savoir à la Cour que son gouvernement constatait que « sa demande coïncide avec celle contenue dans la notification que la Jamahiriya arabe libyenne lui a adressée le 31 août 1990 » et considérait que

> « ces deux notifications concernent une affaire unique, dont la Cour est saisie en application de l'accord d'Alger, qui constitue le compromis, fondement principal de sa compétence en l'espèce »;

Considérant que le Greffier adjoint a transmis une copie de la lettre du 28 septembre 1990 à l'agent de la Jamahiriya arabe libyenne;

Considérant que, au cours d'une réunion entre le Président de la Cour et les représentants des Parties tenue le 24 octobre 1990, les agents des Parties sont convenus qu'en l'espèce l'instance avait en fait été introduite par deux notifications successives du compromis que constitue l'accord-cadre du 31 août 1989, la notification déposée par la Jamahiriya arabe libyenne le 31 août 1990 et la communication faite par la République du Tchad le 3 septembre 1990 lue à la lumière de la lettre de l'agent du Tchad du 28 septembre 1990, et que la procédure en l'espèce devait être déterminée par la Cour sur cette base, conformément à l'article 46, paragraphe 2, du Règlement de la Cour;

S'étant renseignée auprès des Parties sur les délais de présentation des pièces de procédure;

Décide, comme prévu à l'article 46, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, que chacune des Parties déposera un mémoire et un contre-mémoire dans les mêmes délais;

Fixe au 26 août 1991 la date d'expiration du délai pour le dépôt des mémoires;

Réserve la suite de la procédure.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au palais de la Paix, à La Haye, le vingt-six octobre mil neuf cent quatre-vingt-dix, en

whereas Mr. Abdoulaye Lamana was subsequently appointed as Co-Agent;

Whereas on 3 September 1990 the Ambassador of the Republic of Chad to the Netherlands filed in the Registry of the Court the original of the said Application;

Whereas the same day a certified copy of the Application was, in accordance with Article 38, paragraph 4, of the Rules of Court, transmitted by the Registrar to the Libyan Arab Jamahiriya;

Whereas by a letter dated 28 September 1990, received in the Registry by telefax the same day, and received in original on 5 October 1990, the Agent of Chad informed the Court *(inter alia)* that his Government had noted that "its claim coincides with that contained in the notification addressed to the Court on 31 August 1990 by the Libyan Arab Jamahiriya" and considered that

> "those two notifications relate to one single case, referred to the Court in application of the Algiers Agreement, which constitutes the Special Agreement, the principal basis of the Court's jurisdiction to deal with the matter";

Whereas a copy of the letter of 28 September 1990 was transmitted by the Deputy-Registrar to the Agent of the Libyan Arab Jamahiriya;

Whereas at a meeting between the President of the Court and representatives of the Parties held on 24 October 1990 it was agreed between the Agents of the Parties that the proceedings in the present case had in effect been instituted by two successive notifications of the Special Agreement constituted by the "Framework Agreement" of 31 August 1989, that filed by the Libyan Arab Jamahiriya on 31 August 1990, and the communication from the Republic of Chad filed on 3 September 1990 read in conjunction with the letter from the Agent of Chad of 28 September 1990, and that the procedure in the case should be determined by the Court on that basis, pursuant to Article 46, paragraph 2, of the Rules of Court;

Having ascertained the views of the Parties as to the time-limits for the written proceedings;

Decides that, as provided in Article 46, paragraph 2, of the Rules of Court, each Party shall file a Memorial and Counter-Memorial, within the same time-limit;

Fixes 26 August 1991 as time-limit for the Memorials; and

Reserves the subsequent procedure for further decision.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-sixth day of October, one thou-

trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste et au Gouvernement de la République du Tchad.

Le Président,
(Signé) José María RUDA.

Le Greffier,
(Signé) Eduardo VALENCIA-OSPINA.

---

sand nine hundred and ninety, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Socialist People's Libyan Arab Jamahiriya and the Government of the Republic of Chad, respectively.

(Signed) José María RUDA,
President.

(Signed) Eduardo VALENCIA-OSPINA,
Registrar.

PRINTED IN THE NETHERLANDS